

**Confédération Syndical Internationale (CSI)
Forum Social Mondial
Belém do Para, Brésil, 27Janvier-1er février 2009**

Non à l'économie casino !

La précarisation croissante des conditions de vie et de travail de millions de travailleuses et travailleurs dans le monde est une des causes principales de la crise à laquelle nous sommes actuellement confrontés. La crise que nous vivons est avant tout une crise de la justice redistributive qui a défiguré l'économie mondiale. La crise financière, aboutissement d'un long processus de financiarisation de l'économie, est venue se greffer sur une conjoncture déjà difficile en soi, au Nord comme au Sud.

Les pays en développement connaissent un énorme déficit d'emplois décents que leurs croissances économiques ne résorbent pas. A cette crise de l'emploi décent se combine la cherté de la vie et les effets de la crise alimentaire mondiale. Il en résulte des situations de pauvreté endémique. Les pays industrialisés ne sont pas en reste. Ainsi le nombre de travailleurs pauvres a explosé aux Etats-Unis au cours des huit ans de l'administration Bush. En Europe la modération salariale malgré une hausse de l'inflation et de la productivité a fait reculer le pouvoir d'achat.

Presque tous les pays connaissent une précarisation des conditions d'emploi, une informalisation de la relation de travail et une déréglementation des marchés de l'emploi. La crise que nous vivons est certes celle de la pauvreté mais c'est aussi et avant tout une crise des inégalités devenue insoutenable non seulement d'un point de vue social mais également d'un point de vue économique. Les politiques néolibérales de ces vingt dernières années ont atteint leur limite : par les canaux de transmission expliqués ci-dessous, les travailleurs appauvris ne consomment plus suffisamment pour faire tourner l'économie.

Les Etats-Unis sont les premiers consommateurs du monde et la réduction du pouvoir d'achat réel de leur classe moyenne a des répercussions bien au delà de leurs frontières. Le niveau de consommation élevé aux Etats-Unis a été soutenu non pas par les salaires mais par l'endettement des ménages et les travailleurs américains se sont endettés plus que leur porte-monnaie ne le leur permettait. La facilité d'obtention de crédits hypothécaires notamment pour les familles les plus pauvres au travers des *subprimes* reposait sur le prix de maisons qui était artificiellement gonflés par une bulle spéculative. Des produits financiers complexes ont été créés afin de se débarrasser sournoisement de ces créances douteuses sur les marchés financiers.

La recherche effrénée du profit à court terme dans un contexte de libéralisation économique et financière sans foi ni loi caractérise les marchés financiers d'aujourd'hui. Le capitalisme de casino explique en grande partie l'étendue de la crise à l'ensemble de la planète. Les marchés financiers sont devenus le lieu de l'argent facile et ne remplissent plus leur mission première à savoir le financement de l'économie réelle. Au cours des dernières décennies, la spéculation sur les marchés financiers offrait de bien meilleures opportunités de profit à court terme que de fournir des liquidités aux entreprises qui souhaitent innover, conquérir de nouveaux marchés ou créer des emplois décents. Le futur des travailleurs a ainsi été sacrifié pour les comptes en banques « off shore » de quelques financiers sans scrupule. Les gouvernements et les institutions internationales ont fermé les yeux, ils ont littéralement adopté le principe du « laisser faire », et sont, à ce titre, complices.

L'autre aspect essentiel de cette crise a trait aux déséquilibres engendrés par l'ouverture des marchés à outrance, et la non-intervention des Etats. Ainsi, la Chine a accumulé des réserves gigantesques qui lui permettent de financer l'endettement américain. Les travailleurs chinois, qui n'ont pas le droit de former librement des syndicats pour défendre collectivement leurs intérêts, ont vu leur productivité augmenter de façon vertigineuse au cours des 20 dernières années. Ils travaillent sur des machines du 21ème siècle mais ont des salaires du 19ème!

Cette mondialisation a mis en compétition les travailleurs du Nord et du Sud pour le seul intérêt des multinationales et des fonds d'investissement privés dont les profits n'ont cessé de croître.

Des déséquilibres gigantesques sont également apparus entre finance et économie réelle, entre pays riches et pays pauvres, entre directeurs surpayés et travailleurs sous-payés. Les inégalités entre les hommes et les femmes demeurent considérables. Enfin les politiques de répression et de discrimination à l'encontre des syndicalistes, qui ont contribué à la concentration de la richesse, ont eu pour effet direct le déséquilibre des pouvoirs de négociation entre les salariés et leurs employeurs, au profit de ces derniers.

Si la crise actuelle est à la fois financière, économique et sociale, elle a aussi une dimension environnementale. Il est en effet devenu évident que les ressources naturelles de notre planète ne permettent pas d'étendre le mode de consommation des pays industrialisés aux 6 milliards d'individus que nous sommes. A cela se mêlent les effets du changement climatique qui nous oblige à prendre des mesures collectives de réduction des gaz à effets de serre. Sur ce point également les inégalités sont frappantes puisque les pauvres subissent plus fortement les effets négatifs du changement climatique. Ainsi les mesures à prendre ne doivent pas être seulement écologiquement efficaces, elles doivent être également socialement justes.

*Quel modèle mettre en avant pour sortir de cette crise
multidimensionnelle ?*

Cette crise est la preuve du caractère insoutenable des politiques néolibérales mises en place au cours des dernières décennies qui ont promu la déréglementation et la libération des marchés ainsi que la privatisation des services publics. Ce fondamentalisme de marché a concentré les richesses faisant fi des biens publics mondiaux tels que l'environnement, la santé, la protection sociale, la sécurité alimentaire ou encore la stabilité financière mondiale.

Les plans de relance actuels sont certes nécessaires mais insuffisants. Il ne suffit pas d'injecter de l'argent dans l'économie, il faut en changer les principes afin que l'économie mondiale soit porteuse de justice sociale, de développement pour tous, d'équité, de stabilité et de prospérité à long terme.

Le monde de demain n'est plus hégémonique mais multipolaire avec des processus d'intégration régionale qui continueront à s'approfondir. Dans ce monde multipolaire, le multilatéralisme doit être défendu au risque d'aiguiser la pauvreté et de creuser davantage les inégalités entre les pays. Cependant il est grand temps d'ouvrir ce multilatéralisme aux questions sociales. Les syndicats et l'ensemble de la société civile doivent notamment exiger que les questions liées à l'emploi soient au centre du mandat du nouveau système de gouvernance économique mondiale qu'il convient de construire. De ce point de vue le rôle de l'OIT est essentiel.

Dans ce monde multipolaire, l'Etat doit reprendre sa place et son rôle pour assurer la mise en place d'un nouveau système économique, socialement juste et écologiquement responsable. Seule l'intervention publique peut garantir la cohésion sociale. Toutefois la corruption de certains organismes publics doit être sanctionnée et combattue par les populations organisées, notamment en syndicats. Les banques centrales doivent être redevables publiquement et cesser de se conformer aux exigences du puissant lobby financier.

Renforcer et étendre les systèmes de protection sociale publics est une urgence. La création d'un fonds mondial pour la protection sociale pour aider les pays les plus pauvres est nécessaire. Augmenter les montants et la qualité de l'aide publique aux pays en développement est essentiel. Mettre en place des transitions socialement justes vers des modes de production écologiquement durable est indispensable. Etablir des règles justes en matière de commerce international afin qu'il contribue au développement des pays et non aux creusements des inégalités est crucial. Priorité doit être donnée à la mise en place de salaires minima décents et de salaires réels en phase avec les gains de productivité. Enfin respecter le droit des travailleurs à former des syndicats libres et à négocier collectivement une redistribution des gains est fondamental.

Il faut refonder les relations entre pays industriels, émergents et en développement. Le système économique et financier mondial actuel ne sert pas les intérêts des travailleurs et travailleuses des pays en

développement. Le remboursement de la dette extérieure étrangle les pays les plus pauvres. Les conditions auxquelles ils empruntent des liquidités sont injustes puisqu'elles leur font porter tous les risques de fluctuation. Le système actuel permet au pays industrialisés de poursuivre des politiques monétaires et fiscales contre-cyclique grâce à l'imposition de politiques pro-cycliques sur pays en développement. Cela rend les institutions financières internationales (IFI) en partie responsable non seulement des conséquences sociales désastreuses dans ces pays mais également de l'instabilité financière mondiale. Il faut mettre fin aux conditionnalités économiques et financières imposées par les IFI dont la gouvernance doit être équitable. L'heure est à la construction d'une nouvelle architecture financière et économique mondiale. Cependant aucune des institutions existantes n'a l'envergure ni la crédibilité pour mener cette tâche à bien.

La régulation des marchés financiers est une nécessité urgente. Il importe de limiter la spéculation et de concentrer le rôle des marchés sur le financement des entreprises. En particulier les comportements spéculatifs sur les marchés des matières premières doivent être interdits. Les marchés des produits dérivés doivent être ramenés sous le contrôle des autorités publiques. Il faut mettre fin aux centres financiers « off-shore » et autres paradis fiscaux. La taxation des transactions financières peut apporter de nouvelles ressources contribuant à la réduction des inégalités. Les salaires obscènes de dirigeants, de banquiers et autres intermédiaires financiers doivent être réglementés. Dans la nécessaire réforme du secteur financier, il faut donner la priorité à l'économie solidaire en encourageant les coopératives, mutuelles et agences de micro crédit, y compris dans les pays en développement.

Le nouveau système économique devra générer une croissance verte. Outre l'urgence d'agir pour la pérennité de notre planète, la protection de l'environnement présente des opportunités énormes en matière de création d'emploi. Des investissements publics dans les infrastructures, les transports collectifs et les énergies renouvelables sont nécessaires partout dans le monde. Il convient de soutenir la reprise économique par des investissements écologiquement responsables.

En conclusion

L'heure est à la construction d'un système économique, écologiquement durable, socialement équitable et géopolitiquement équilibré. Ce modèle devra prendre en compte les aspirations des populations et les propositions du mouvement syndical ainsi que des autres acteurs de la société civile. Dorénavant la croissance économique devra être créatrice d'emplois décents, protectrice de l'environnement et ses fruits devront être redistribués afin de réduire le niveau d'inégalités sans précédent que nous connaissons aujourd'hui.